
Conflit en Ossétie du Sud : vers un affrontement est-ouest?

Le Point, AFP - France - 10/8/2008

George Bush ne devrait pas prendre le risque de défier la Russie alors qu'il termine son mandat et que l'armée américaine est mobilisée sur le théâtre irakien @ AFP PHOTO/ Guang Niu/Pool

Imprimez Réagissez Classez Le déclenchement des hostilités en Ossétie du Sud éveille des craintes d'un affrontement Est-Ouest dans la poudrière du Caucase même si ni la Russie ni les Occidentaux ne semblent avoir d'appétit pour une guerre en Géorgie, soulignent samedi les analystes. Le conflit alarme les Etats-Unis et l'Europe - notamment parce que la Géorgie est un débouché clef pour le pétrole de la Caspienne - et plusieurs observateurs estiment que Tbilissi a commis une erreur en provoquant son puissant voisin.

"Les Occidentaux sont à la fois divisés et préoccupés par autre chose. Les Américains seront furieux s'il se confirme que des avions russes ont bombardé une base où le Pentagone avait des conseillers militaires", observe Edward Lucas, auteur de "La Nouvelle Guerre froide". Mais George W. Bush, "un président en fin de règne ne va pas risquer la Troisième guerre mondiale pour la Géorgie", alors qu'il doit déjà faire face aux conflits irakiens et afghans, écrit-il dans une tribune pour le Times samedi.

La réponse massive des forces russes à une tentative géorgienne de reprendre le contrôle de l'Ossétie du Sud vendredi, avec des bombardements bien au delà de la région séparatiste, a poussé le président géorgien Mikhaïl Saakachvili à déclarer "l'état de guerre". Ces affrontements dans un pays pro-occidental, candidat à l'Otan et l'Union européenne, qui a largement bénéficié de l'aide militaire américaine, menacent directement les intérêts occidentaux. Et Tbilissi montre de son côté des signes favorables à une internationalisation du conflit.

"Risque de contagion, d'engrenage"

Mais le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov conteste l'état de guerre et affirme que la Russie cherche à rétablir le statu quo dans la région disputée. Michael Denison, professeur associé au centre de recherche en relations internationales Chatham House, juge aussi qu'il est encore trop tôt pour parler de guerre ouverte. "Les Russes ont pénétré sur le territoire géorgien et cela est très réel, mais je ne pense pas que l'objectif des Russes soit de détruire complètement les capacités militaires de la Géorgie. C'est une démonstration côté russe visant à affaiblir les capacités des Géorgiens", estime Michael Denison. "L'escalade militaire est possible, mais je ne suis pas sûre qu'elle soit inévitable, parce que personne n'y a vraiment intérêt.

La Russie n'a pas intérêt à une escalade tout simplement parce qu'il y a un Caucase du Sud, mais il y a aussi un Caucase du Nord, avec un risque de contagion, d'engrenage", souligne Laure Delcour, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) à Paris. "Ni l'Union européenne ni les Etats-Unis n'ont envie d'envoyer des forces dans la région", renchérit Michael Denison.

Un bras de fer entre les États-Unis et la Russie

Pourtant, souligne Christopher Langton, analyste de l'Institut stratégique pour les recherches internationales (IISS), ce conflit est autant "une affaire entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud, qu'entre les Etats-Unis et la Russie". "La Russie est violemment opposée à ce que la Géorgie devienne

membre de l'Otan et les Etats-Unis sont allés à la confrontation avec la Russie sur ce sujet", souligne-t-il. Et "si la Géorgie tombe (sous l'influence russe), alors les espoirs européens d'une indépendance énergétique de la Russie s'écrouleront", ajoute Edward Lucas, soulignant que la Géorgie, par où passe l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), est l'unique voie pour acheminer le pétrole de la Caspienne échappant au monopole des routes d'exportations russes. Laure Delcour souligne aussi le risque d'un embrasement du Caucase, qui compte d'autres conflits gelés comme l'Abkhazie, autre région séparatiste de Géorgie, ou le Nagorny Karabakh, région disputée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Signe de l'inquiétude croissante de la communauté internationale, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a appelé samedi soir à la fin immédiate des hostilités entre la Géorgie et la Russie, et à un règlement négocié du conflit. "Le secrétaire général croit que pour que les négociations soient fructueuses, tous les contingents armés qui ne sont pas autorisés à être sur place par les accords respectifs sur l'Ossétie du Sud devraient quitter la zone de conflit", est-il écrit dans un communiqué.

Tskhinvali "presque entièrement détruite"

Un calme précaire était revenu dimanche matin à Tskhinvali, capitale de ce territoire séparatiste géorgien pro-russe, après des tirs d'artillerie intenses qui ont duré toute la nuit, selon la porte-parole du gouvernement rebelle. Les forces géorgiennes "ont tiré méthodiquement sur Tskhinvali toute la nuit. Mais, pour l'instant, une accalmie relative règne dans la ville", a dit cette responsable, Irina Gagloïeva. Elle assure que les nouveaux tirs géorgiens ont fait près de 20 morts et 150 blessés.

Tskhinvali "est presque entièrement détruite. Les habitants se réfugient dans les sous-sols", a déclaré dimanche le gouvernement rebelle sur son site internet. "Des produits alimentaires de première nécessité nous manquent, il n'y a pas de gaz, ni d'électricité", a-t-il indiqué, qualifiant la situation à Tskhinvali de "catastrophe humanitaire". L'Ossétie du Sud avait affirmé plus tôt avoir repoussé une attaque de chars géorgiens contre Tskhinvali et avoir abattu un bombardier géorgien.

Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a pour sa part demandé dimanche à une enquête sur les actes de "génocide" commis par les forces géorgiennes en Ossétie du Sud, où la Géorgie a déclenché une offensive militaire dans la nuit de jeudi à vendredi. Les témoignages des réfugiés ossètes "dépassent le cadre de la compréhension des actions militaires", a dit M. Poutine, au cours d'une rencontre avec le président russe Dmitri Medvedev, qui a été retransmise en direct par la chaîne russe Vesti 24. "A mon avis, ce sont déjà des éléments d'une sorte de génocide contre le peuple ossète. Je crois qu'il serait juste, que vous ordonniez au parquet militaire d'enquêter sur de tels incidents, surtout parce que la majorité de la population ossète est composée de citoyens russes", a déclaré M. Poutine au chef de l'Etat. "Bien sûr, je donnerai un tel ordre", a répondu M. Medvedev, tout en assurant que les responsables de ces actes seraient poursuivis en justice.

Lire aussi :

Ossétie du Sud : des couloirs humanitaires pour évacuer les blessés
